

TIMOR ORIENTAL - Information brève

Représailles ont lieu malgré l'annulation de la visite.

Le Secrétaire Général de l'ONU, Perez de Cuellar, a annoncé lors de la dernière session de l'Assemblée Générale des Nations Unies qu'un accord avait été obtenu entre le Portugal et l'Indonésie pour la visite d'une délégation de parlementaires portugais au Timor Oriental.

Cette visite constituerait selon Perez de Cuellar un premier pas dans le sens de la solution "juste, globale et internationalement acceptable" défendue par l'ONU.

Le Portugal hésite à visiter son ancienne colonie, dont il est la 'puissance administrante légitime' reconnue par l'ONU, sur l'invitation de l'occupant et sous son contrôle, mais n'a pas beaucoup d'autres moyens d'attirer l'attention internationale sur cette situation; l'Indonésie craint que malgré tous ses efforts d'encadrement elle ne saura pas empêcher complètement les manifestations publiques contre sa présence.

Le Gouverneur et l'évêque de Timor avaient déjà averti que le peuple timorais verrait cette visite comme une ultime opportunité, et qu'il ne la laisserait pas échapper, ce qui pourrait provoquer de graves désordres.

Lorsque l'accord sur la visite fut annoncé par le Secrétaire Perez de Cuellar, et à la demande du clergé du diocèse, Mgr Belo rédigea une Lettre Pastorale sur ce sujet.

Lettre Pastorale.

Document officiel, destiné à être lu dans toutes les églises du diocèse, la Lettre Pastorale est, dans les circonstances propres à Timor, l'unique information sur la visite qui échappe à la propagande indonésienne; elle a de ce fait une importance capitale.

Dans cette Lettre l'évêque estime que "c'est une obligation pour les timorais de se prononcer sur l'avenir de Timor, sur la visite des députés portugais", et il lance quelques appels:

- "Appel au Gouvernement indonésien (civil et militaire)
Nous reconnaissons que, comme puissance occupante, l'Indonésie a cherché durant ces années à aider le peuple timorais à sortir de la pauvreté, du retard et de l'ignorance. Il y a toutefois encore beaucoup à améliorer dans le domaine de l'identité ethnique, religieuse et culturelle. (...) Nous pensons, nous, à la veille de la visite des députés portugais à Timor, qu'il faudrait assurer au peuple de Timor un climat de liberté pour qu'il puisse s'exprimer librement".
- "Appel au Gouvernement portugais.
Comme puissance administrante 'de jure', appartient au Portugal la responsabilité de maintenir les liens d'amitié, de coopération, de solidarité et d'aide au peuple de Timor. (...) Qu'ils s'engagent à mettre fin rapidement et efficacement à une situation si douloureuse et qui semble s'éterniser, sauvegardant les intérêts légitimes de chacune des parties assurant au peuple timorais sa continuité comme entité historique, dans le respect pour lui-même et pour les peuples voisins".
- Appel à la résistance, aux leaders politiques et aux habitants de Timor.
"Ils ont le devoir de reconnaître les opinions légitimes, différentes entre elles sur l'organisation de l'ordre temporel... Pour résoudre le difficile problème de Timor promouvons un dialogue sincère, l'estime et le respect mutuel, parce que 'ce qui unit les fidèles entre eux est bien plus fort que ce qui les sépare' (Gaudium et Spes)".

Dans le contexte il est clair que le mot 'fidèles' de cette citation de Gaudium et Spes sera naturellement remplacé par le mot 'timorais'.

Tout en reconnaissant que l'Indonésie a cherché à développer Timor, l'évêque ne se prive pas de l'appeler puissance occupante en opposition avec le Portugal puissance administrante 'de jure'. Ce langage résume une attitude responsable des timorais prêts à faciliter une sortie honorable à l'Indonésie pourvu qu'elle se retire et que puisse s'achever la décolonisation interrompue par l'invasion de 1975.

Terreur et insécurité.

À l'approche de la visite les informations sur la pression militaire et terreur augmentent: de nombreux bataillons militaires s'ajoutent à ceux qui se trouvaient déjà sur place, un visiteur étranger signale des petits groupes de soldats armés tous les cinquante mètres sur les routes où il s'est déplacé. Les habitations sont perquisitionnées durant la nuit, des fosses sont creusées sur les plages de Dili et Baucau et les autorités font savoir qu'elles se destinent à recevoir les cadavres de ceux qui parleront avec les visiteurs. **"Personne ne peut parler, faire des manifestations, parce que s'ils le font, après le retour des portugais ils seront tous tués"** déclare Mgr Belo. **"Seule la présence d'une force internationale"** pourra garantir la sécurité des timorais, **"si les portugais viennent faire des promenades touristiques et repartent sans rien laisser pour ensuite défendre la population... à mon avis il vaut mieux qu'ils ne viennent pas"**, dit-il à la radio TSF de Lisbonne.

64 évêques de différents pays écrivent au Secrétaire général de l'ONU pour se faire écho de ces appels et demander l'envoi d'observateurs de l'ONU au Timor Oriental à la suite de la visite. Identique demande avait déjà été faite par les négociateurs portugais mais rejetée par l'Indonésie.

Malgré ce rejet et des mesures de plus en plus restrictives de sa liberté, le refus par exemple que les journalistes aient recours aux transmissions directes via satellite, le Portugal maintient la visite désirée par le S. G. des Nations Unies. Le dernier jour des négociations l'Indonésie ajoute un obstacle: elle refuse 3 journalistes, deux portugais et une australienne. Elle finira par ne maintenir que l'exclusion de Jill Joliffe, présidente de l'association de la presse étrangère au Portugal et auteur de deux livres sur le Timor Oriental. Ces obstacles de dernière minute ont fini par provoquer, le 26 octobre, l'annulation de la visite, tout au moins à la date fixée (4 novembre).

Massacres.

le 28, deux jours après l'annulation de la visite, les forces militaires indonésiennes attaquent l'Église de Motael à Dili, où se trouvaient réfugiés des jeunes-gens déjà plusieurs fois arrêtés et torturés. Deux jeunes-gens sont tués et 22 arrêtés. La ville est complètement bloquée par l'armée qui recherche toutes les personnes suspectes d'avoir participé à la préparation de la visite. Mgr Belo ayant présidé aux funérailles de Sebastião Gomes, l'une des deux victimes, il est depuis lors incommunicable par le téléphone.

Le 12 novembre à 7 heures du matin, à l'issue d'une messe à la mémoire des étudiants tués le 28, un cortège formé d'hommes, femmes et enfants se dirigea vers le cimetière de Santa Cruz où est enterré Sebastião Gomes. À proximité du cimetière l'armée indonésienne ouvrit le feu sur le cortège provoquant des centaines de victimes entre morts et blessés (des informations non encore confirmées avancent le chiffre de plus de 100 morts). Les cadavres et les blessés seraient chargés dans des camions militaires et emmenés vers des destinations inconnues. Trois journalistes américains étaient présents sur place, deux d'entre eux s'identifièrent aux soldats mais furent jetés par terre et battus à coups de crosses, le troisième blessé par balles a été évacué sur l'île de Guam.

Les communications téléphoniques avec Dili sont interrompues.

Un envoyé de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, le rapporteur spécial sur la torture, Professeur Kooijmans, se trouve actuellement à Dili, mais pas même sa présence n'aura pu freiner la violence indonésienne.

Des incidents sur lesquels il n'a pas encore été possible d'obtenir des informations concrètes auraient aussi eu lieu dans d'autres villes: Baucau, Venilale, Ossu, Viqueque et Suai...

(12/11/91)

La Paix est possible au Timor Oriental
Rua de Campolide, 215 - 4D
1000 LISBOA Portugal